



L'Étrange Défaite

Bloch, Marc

Publication: 1940

Catégorie(s): Non-Fiction, Histoire, Deuxième Guerre Mondiale

Source: <http://www.ebooksgratuits.com>

Chapitre 2

La déposition d'un vaincu

Nous venons de subir une incroyable défaite. À qui la faute ? Au régime parlementaire, à la troupe, aux Anglais, à la cinquième colonne, répondent nos généraux. À tout le monde, en somme, sauf à eux. Que le père Joffre était donc plus sage ! « Je ne sais pas, disait-il, si c'est moi qui ai gagné la bataille de la Marne. Mais il y a une chose que je sais bien : si elle avait été perdue, elle l'aurait été par moi. » Sans doute entendait-il surtout rappeler, par là, qu'un chef est responsable de tout ce qui se fait sous ses ordres. Peu importe qu'il n'ait pas eu lui-même l'initiative de chaque décision, qu'il n'ait pas connu chaque action. Parce qu'il est le chef et a accepté de l'être, il lui appartient de prendre à son compte, dans le mal comme dans le bien, les résultats. La grande vérité que cet homme simple exprimait si simplement prend cependant aujourd'hui un sens encore plus plein. Au retour de la campagne, il n'était guère, dans mon entourage, d'officier qui en doutât ; quoi que l'on pense des causes profondes du désastre, la cause directe – qui demandera elle-même à être expliquée – fut l'incapacité du commandement².

Je crains bien que ce propos, par sa brutalité, ne choque, chez beaucoup, des préjugés puissamment enracinés. Notre presse, presque tout entière, et tout ce qu'il y a, dans notre littérature, de foncièrement académique, ont répandu dans notre opinion le culte du convenu. Un général est, par nature, un

2. Au surplus, c'est le général Weygand, ancien directeur du Centre des hautes études militaires, ancien généralissime, qui l'a dit, le 25 mai 1940 (Les Documents secrets de l'État-Major général français, p. 140) : « La France a commis l'immense erreur d'entrer en guerre n'ayant ni le matériel qu'il fallait, ni la doctrine militaire qu'il fallait » [juillet 1942].

grand général ; et lorsqu'il a mené son armée à la débâcle, il arrive qu'on le récompense par un cordon de la Légion d'honneur. Ainsi s'imagine-t-on, sans doute, entretenir, par un voile pudiquement jeté sur les pires erreurs, la confiance de la nation ; alors qu'en réalité on ne fait que semer, parmi les exécutants, un dangereux agacement. Mais il y a plus, et en somme, plus respectable.

Une singulière loi historique semble régler les rapports des États avec leurs chefs militaires. Victorieux, ceux-ci sont presque toujours tenus à l'écart du pouvoir ; vaincus, ils le reçoivent des mains du pays qu'ils n'ont pas su faire triompher. Mac-Mahon, malgré Sedan, Hindenburg, après l'effondrement de 1918, ont présidé aux destinées des régimes issus de leurs défaites ; et ce n'est pas le Pétain de Verdun, non plus que le Weygand de Rethondes, que la France a mis ou laissé mettre à sa tête. Je n'ignore certes point que dans ces réussites tout n'est pas spontané. Elles n'en répondent pas moins à une sorte de psychose de l'affectivité collective. Aux yeux des peuples vaincus, ces uniformes, semés d'étoiles et de médailles, symbolisent, avec les sacrifices consentis sur le champ de bataille, les gloires du passé et peut-être de l'avenir. Je ne crois pas qu'une opinion qui heurte la vérité mérite jamais qu'on évite de la contredire. Je pense, avec Pascal, que le zèle est étrange « qui s'irrite contre ceux qui accusent des fautes publiques, et non pas contre ceux qui les commettent »... « Jamais les saints ne se sont tus », a-t-il encore écrit ailleurs. Ce n'est pas une devise pour la censure. Elle n'en mérite pas moins d'être méditée par quiconque, sans prétendre, hélas ! à la sainteté, s'efforce simplement vers la modeste moralité de l'honnête homme. Mais, du moment que le sentiment est sincère, on ne saurait le battre en brèche sans un peu de chagrin.

Je viens de parler du « commandement ». À peine, cependant, le mot est-il sorti de ma plume qu'en moi l'historien se scandalise de l'avoir écrit. Car l'A. B. C. de notre métier est de fuir ces grands noms abstraits pour chercher à rétablir, derrière eux, les seules réalités concrètes, qui sont les hommes. Les erreurs du commandement furent, fondamentalement, celles d'un groupe humain.

J'ai peu approché les grands chefs, dont m'éloignait la modestie de mon grade et de mes fonctions. Le seul qu'il m'ait été

donné de voir, quelquefois, d'un peu plus près, fut le général Blanchard. Je garde de lui surtout le souvenir d'un homme très bien élevé. La dernière fois qu'il me fit l'honneur de m'adresser la parole, ce fut, m'ayant rencontré en Normandie, après mon retour des Flandres, pour me dire obligeamment : « Eh bien ! vous vous êtes donc, vous aussi, tiré indemne de cette aventure. » La formule me parut désinvolte. « Bénissons notre heureuse aventure ! » s'écrie de même Félix, dans la dernière scène de *Polyeucte*. Et Voltaire de commenter : « Ces mots, après avoir coupé le cou de son gendre, font un peu rire. » Dans l'aventure des Flandres, Blanchard avait, pour sa part, perdu plus de la moitié de son armée, et laissé en arrière, comme prisonniers volontaires, avec son propre chef d'état-major, l'officier qu'il s'était donné lui-même pour successeur. Mais je sais qu'il ne faut juger personne sur un propos de hasard. Au château d'Attiches, comme un jour, dès l'aube, on m'avait appelé pour téléphoner au G. Q. G. britannique, je passai plus d'une heure dans la pièce où se tenait le général : sans un mot, presque sans un geste, figé dans une immobilité tragique, il contemplait fixement la carte, étalée sur la table qui nous séparait, comme pour y chercher la décision qui le fuyait. À Attiches, de même, j'ai, fort involontairement, surpris de sa bouche quelques mots, sur lesquels j'aurai à revenir. Dans l'ensemble, cependant, je n'ai guère pu le connaître qu'à travers ses actes de commandement. Or, sur ce point, il m'est difficile d'établir le départ entre son action personnelle et celle de son entourage.

J'ai eu, cela va de soi, une familiarité beaucoup plus grande avec les milieux d'officiers d'état-major, mes chefs immédiats ou mes camarades, pour la plupart d'active et brevetés de l'École de Guerre.

Si grande, à la vérité, que je me trouve, d'avance, prémuni contre la tentation de camper ici un portrait, qui serait naturellement tout arbitraire, de l'officier d'état-major en soi. Quand, les yeux clos, je feuillette mes souvenirs, c'est une galerie de figures nettement individualisées qui défilent devant ma conscience : les unes, vouées, à jamais, au sourire, les autres, qui, tant que je vivrai, resteront douces à ma mémoire.

Le capitaine B..., du 3^e bureau, levant haut vers le ciel sa tête vide, semblait offrir éternellement à la vénération des

foules, comme un saint sacrement, la science livresque, jadis reçue en dépôt aux cours de tactique. Le capitaine X... – de chez nous celui-ci – fort en gueule, plutôt que grand dans l'action, avait réussi, en quelques mois, à s'attirer la haine de tout le personnel des secrétaires, qu'il se croyait, par la grâce d'une vocation native au commandement, chargé de « mettre au pas » : quand il s'en allait coucher à la cave, quels ricanements derrière son dos ! Avec ces fiers-à-bras, comment confondre notre charmant popotier, si serviable, si modestement brave, si discrètement efficace dans ses fonctions d'adjoint au chef de bureau, puis d'officier de liaison, et auquel je ne trouve vraiment à reprocher qu'une chose : l'accès de découragement ou de dépression physique qui, devant l'écroulement de ses rêves de guerrier pour images d'Épinal, l'entraîna un soir, dans la lourde atmosphère de Steenwerk, à se laisser faire inutilement prisonnier. Qu'il avait dû souffrir pour en arriver là – et souffrir plus encore quand il aura su, par quelque journal allemand, l'armistice ! Ceux que je viens de nommer, nous les avons déjà bien jaugés dès le temps de Bohain. Mais les jours brûlants de la campagne devaient, en des sens divers, nous apporter plus d'une révélation.

Cet officier supérieur, qui avait fait la guerre de 1914-1918 et en avait rapporté de belles citations, certes, nous connaissons bien d'avance, avec ses qualités, qui n'étaient pas sans attrait, ses redoutables défauts : son sens du concret, mais son désordre, son esprit de « débrouillage », mais son obstinée répugnance à rien prévoir ; sa gentillesse, mais, parfois, son manque de franchise. Qui nous eût fait prévoir, cependant, son effondrement, dans l'action ? En toute sincérité, je crois, aujourd'hui, que, sur le moment, nous avons été injustes envers lui. Méchamment, nous avons attribué, sans plus, à la faiblesse devant le danger ce qui – entretenant, chez lui, cette nervosité, par les apparences, si voisine de la peur – était, avant tout, conscience, presque prématurée, de la catastrophe grandissante, anxiété sous le poids d'une charge trop lourde, sentimentalité excessive aussi : ne m'a-t-il pas avoué, à Attiches, qu'il ne s'était pas senti la force de désigner lui-même ceux de ses collaborateurs qui devraient rester au poste jugé alors le plus exposé ? Mais un fait est sûr : alourdi sans doute par des années de bureau et de pédagogie, ce soldat de carrière avait

complètement cessé d'être - avec tout ce que le mot comporte de domination de soi et d'implacabilité - un chef.

Sur l'autre volet du diptyque, comment résisterais-je au plaisir d'évoquer la longue et blonde silhouette du cher capitaine d'artillerie qui, aux heures troubles d'Attiches et de Steenwerk, exerça, à l'échelon avancé, le commandement de notre bureau ? Naguère, à Bohain, où il avait sous ses ordres la section du ravitaillement, nous avons pu le juger tatillon et, parfois, de mauvais poil. Il n'avait pas l'esprit très prompt et, cavalier passionné, se vantait volontiers de détester le travail intellectuel. Sa franchise à soutenir, fût-ce contre ses supérieurs, les opinions qu'il croyait vraies, forçait l'estime ; mais son humeur contredisante agaçait. Son goût, peut-être un peu artificiel pour les plaisanteries scatologiques, fatiguait les moins prudes. Ses préjugés politiques, sociaux (car il était de haute bourgeoisie) et, j'imagine, raciaux s'écartaient, autant qu'il est possible, de ma propre vision du monde. Nous étions de corrects camarades : sans beaucoup de chaleur, je le crains, ni d'une part ni de l'autre.

Vint la campagne du Nord. Quand tout fut consommé, le général Prioux décida que chaque bureau désignerait un officier pour attendre l'ennemi avec lui. T..., je l'ai dit, était alors notre chef. Il estima que, parce qu'il était le chef, cette mission de sacrifice ne pouvait appartenir qu'à lui. De jugement assez ferme, d'ailleurs, pour ne pas ranger le consentement à une inutile prison parmi les devoirs d'honneur du soldat, il m'a, d'ailleurs, confessé plus tard avoir passé la soirée qui suivit, l'œil fixé sur le trou de haie par où, dès l'arrivée des Allemands, il comptait bondir loin de leurs prises, revolver au poing. Il l'eût tenté certainement si, presque à la dernière heure, un incident inopiné n'était venu lui rendre sa liberté de mouvement. Dans la nuit, on vit apparaître au P. C. le général commandant le 4^e corps ; les unités sous ses ordres se trouvant presque toutes dans l'incapacité de repasser la Lys, il avait résolu de joindre sa destinée à celle du commandant de l'armée. Notre popotier, qui faisait auprès de lui fonction d'agent de liaison, l'accompagnait. Comme je l'ai dit plus haut, ce pauvre ami refusa de mettre à profit la chance, qui lui fut offerte, de gagner la côte. Son abnégation lassée sauva T... Car le général n'avait demandé qu'un prisonnier d'office par

bureau. T... reçut l'autorisation de partir. Nous eûmes, le lendemain matin, la surprise et la joie de le voir surgir, à peine un peu en retard, à notre premier rendez-vous, non loin de Hond-schoote, juché sur une belle bicyclette neuve qu'il avait découverte, en cours de route, dans les rues désertées de Bailleul. Mais nous nous étions, lui et moi, fait nos adieux, la veille au soir. Nous étions, l'un et l'autre, passablement émus ; et si nous ne nous dûmes pas alors, en autant de mots, que nous nous étions autrefois mutuellement méconnus et que nous en avions beaucoup de regrets, c'est parce que ces choses-là ne se disent guère ; il suffit qu'on les sente ensemble. La vie nous a aujourd'hui séparés. Au point que j'ignore, au moment où j'écris, s'il est encore de ce monde. Si jamais elle doit nous rapprocher de nouveau, ce sera, j'en ai peur, pour recommencer à nous opposer. Pas comme avant, cependant. Pour ma part, il me serait impossible de rayer de ma mémoire ces quelques minutes chargées d'électricité humaine, dans le jardin de Steenwerk.

Ni non plus ce qui les avait précédées et justifiées. Un des privilèges du véritable homme d'action est, sans doute, que, dans l'action, ses travers s'effacent, tandis que des vertus, jusque-là en sommeil, paraissent alors chez lui avec un éclat inattendu. Telle fut la métamorphose dont notre camarade donna un remarquable exemple. Conscientieux et sincère, il l'avait toujours été ; il cessa de s'attacher aux petites choses et son goût de la contradiction disparut. Toujours prêt à donner un renseignement ou une directive, il fut le chef qui sait laisser aux exécutants la liberté nécessaire, tout en prenant la responsabilité de tout. Il fut patient, calme aux pires heures, prodigue de sa propre fatigue autant que ménager de celle des autres. Et si bon garçon avec cela ! J'avais fait la découverte d'un homme.

Dans aucun groupe humain, cependant, les individus ne sont tout. À plus forte raison, leurs particularités tendent-elles à s'estomper, dès lors qu'ils appartiennent à une communauté fortement constituée. Une formation première, conduite, pour chacun, sur des lignes à peu près semblables, l'exercice d'une même profession, la soumission à des règles de vie communes ne sont peut-être pas les ciments les plus forts. Il y faut encore, avec les traditions transmises d'ancien à jeune ou de chef à

subordonné, le sentiment d'une sorte de prestige collectif. Tel est, éminemment, le cas de ce qu'on pourrait appeler les corporations militaires. Dans la nation, les milieux d'officiers de carrière forment déjà une petite société bien caractérisée : par maintes survivances, la plus propre, assurément, à restituer à notre civilisation, relativement nivelée, l'image de ce que fut, dans l'ancienne France, la notion moins de classe encore que d'« ordre ». Dans la noblesse d'autrefois, en dépit d'énormes différences de rang, régnait la conscience d'une véritable égalité de principe, si bien que le roi, en personne, n'était, au regard de ce code, rien de plus que « le premier gentilhomme de son royaume ». Aujourd'hui de même, un général, fût-il parmi les plus étoiles, s'il pénètre dans la pièce où travaille un modeste sous-lieutenant ne saurait, sans manquer à la plus élémentaire courtoisie, omettre de lui tendre la main. Mis en face d'un sous-officier – ne parlons pas d'un simple soldat – il faudra, pour l'engager à ce geste, les circonstances les plus exceptionnelles. À l'intérieur de l'armée, le monde des officiers d'état-major fait figure, à son tour, d'une collectivité remarquablement homogène.

Parmi ses traits généraux les plus incontestables, un de ceux qui lui font le plus d'honneur est certainement le respect du devoir professionnel. Ce penchant lui est d'ailleurs commun, je crois, avec la plupart des officiers de tout rang. Je suppose que, chez les brevetés de l'École de Guerre, comme partout, il existe des paresseux, sans conscience. À une exception près peut-être – encore s'agissait-il d'un personnage évidemment jaugé déjà par ses pairs, et relégué dans un état-major sans importance – je n'en ai jamais rencontré. C'est là une grande vertu et que bien peu d'autres corps de fonctionnaires possèdent, aujourd'hui, j'en ai peur, à ce degré.

On a souvent parlé du dédain de l'officier d'état-major pour l'officier de troupe. Je ne nierai certes point, chez quelques vaniteux à tout prendre assez rares, les manifestations d'une irritante morgue d'École de Guerre. Il n'est que juste, cependant, de le dire : presque tous les brevetés que j'ai connus faisaient sonner très haut leur désir de reprendre leur place dans la troupe. Peut-être y avait-il là une part de mode. J'en sais qui, mis au pied du mur, perdirent visiblement beaucoup de leur enthousiasme. Mais il m'a semblé que, du moins chez les

jeunes, ces propos, dans l'immense majorité des cas, répondaient à un sentiment parfaitement sincère. Aussi bien est-il déjà caractéristique que le bon ton ait exigé l'expression d'une pareille estime pour les services du rang.

Quant aux malentendus qui, dans tant d'armées, de toute nation, s'élèvent, par moments, entre les exécutants et le personnel dirigeant, ce dernier n'en est assurément pas seul responsable. Car les difficultés n'apparaissent pas, aux divers échelons, sous le même angle et se mettent par la pensée à la place d'autrui fut toujours, au bas comme au sommet de la hiérarchie, une gymnastique mentale singulièrement difficile. On ne saurait contester, pourtant, que les états-majors n'aient, sur ce point, beaucoup péché. Mais ce fut bien moins, je crois, par mépris que par pauvreté d'imagination et manque de sens concret.

Au temps où l'on ne se battait pas encore, nous étions fréquemment occupés à mouvoir les unités, sur la carte : combien d'entre nous se représentaient, avec une vivacité suffisante la somme de gênes matérielles et, sur le plan moral, de découragement, qu'entraîne dans la troupe, l'abandon en plein hiver d'un cantonnement où, déjà, le soldat a adroitement fait son nid, pour un nouveau gîte qui ne lui offre bien souvent que des installations médiocres et mal adaptées ? Mais il y a pis. Durant la précédente guerre, j'ai, à plusieurs reprises, constaté l'incapacité du commandement à calculer avec exactitude le temps qu'un ordre, lancé depuis un quartier général, met à atteindre, d'étape en étape, le point où il pourra être mis à exécution : à qui font défaut les yeux de l'esprit, les meilleurs mémentos n'apprendront jamais à mesurer le cheminement, voire les erreurs d'un agent de liaison sur des pistes boueuses. Le 22 juillet 1918, me trouvant à l'armée Mangin - dont les méthodes, à cet égard, étaient particulièrement fâcheuses - j'eus l'angoisse de recevoir ainsi, moi-même, en dépôt, un ordre d'attaque, bien avant qu'il ne fût possible de le transmettre aux intéressés, alors en cours de mouvement. Il arriva finalement si tard à son but que le bataillon, chargé de l'opération, n'eut pas le loisir de reconnaître le terrain avant l'aube, partit à l'assaut tout de travers et se fit, presque en entier, inutilement massacrer. Je ne suis pas sûr que la conduite de cette guerre-ci ait été, à son tour, complètement exempte de pareils errements. À

ce sujet, c'est toute une formation intellectuelle qui doit être incriminée. Nous aurons à y revenir.

Un remède existe, il est vrai, simple et bien connu. Il suffit d'établir, par fractions, un va-et-vient entre les deux groupes d'officiers. Mais les grands chefs n'aiment guère changer de collaborateurs. On se souvient qu'en 1915 et 1916, leurs répugnances à s'y résigner avaient abouti à un véritable divorce entre le champ de vision des combattants et celui des états-majors. Lorsque la relève s'imposa enfin, on dut, pour l'avoir trop longtemps différée, la faire beaucoup trop massive ; et la troupe décimée avait cessé de pouvoir fournir, en nombre nécessaire, les éléments appropriés : car tout bon commandant de compagnie ou de bataillon ne sera pas forcément un bon officier d'état-major. Je n'avais pas vu sans inquiétude, pendant l'hiver 1939-1940, se renouveler cette cristallisation des cadres ; j'ai cherché alors à en signaler les dangers en haut lieu. La crise des mois de mai et juin fut trop brusque pour qu'ils aient eu le temps de se manifester.

Honnêtes, éminemment désireux de bien faire, profondément patriotes, plus déliés aussi d'esprit, pour la plupart, que la masse polytechnicienne ou saint-cyrienne, dont ils sont issus, parfois même véritablement brillants, les officiers d'état-major constituent donc, dans leur ensemble, un corps digne d'estime. Il est pourtant indiscutable que, par eux-mêmes ou par les chefs sortis d'eux, ils nous ont conduits à la défaite. Pourquoi ? Avant de chercher à l'expliquer, mieux vaudra, sans doute, tâcher de décrire comment.

Je ne prétends nullement écrire ici une histoire critique de la guerre, ni même de la campagne du Nord. Les documents, pour cela, me manquent ; et aussi, la compétence technique. Mais il est, dès maintenant, des constatations trop claires pour qu'on hésite à les formuler, sans plus attendre.

Beaucoup d'erreurs diverses, dont les effets s'accumulèrent, ont mené nos armées au désastre. Une grande carence, cependant, les domine toutes. Nos chefs ou ceux qui agissaient en leur nom n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle et c'est peut-être là ce qu'il y a eu en lui de plus grave.

On peut, je crois, préciser encore davantage. Un trait, entre tous décisif, oppose la civilisation contemporaine à celles qui l'ont précédée : depuis le début du XX^e siècle, la notion de distance a radicalement changé de valeur. La métamorphose s'est produite, à peu près, dans l'espace d'une génération et, si rapide qu'elle ait été, elle s'est trop bien inscrite, progressivement, dans nos mœurs, pour que l'habitude n'ait pas réussi à en masquer, quelque peu, le caractère révolutionnaire. Mais l'heure présente se charge de nous ouvrir les yeux. Car les privations, issues de la guerre ou de la défaite, ont agi sur l'Europe comme une machine à remonter le temps et c'est aux genres de vie d'un passé, hier encore considéré comme à jamais disparu, qu'elles nous ont brusquement ramenés. J'écris ceci de ma maison de campagne. L'an dernier, quand mes fournisseurs et moi disposions d'essence, le chef-lieu de canton, qui est notre petit centre économique, semblait à notre porte. Cette année, où il nous faut, pour les personnes les plus ingambes, nous contenter de bicyclettes et, pour les matières pondéreuses, de la voiture à âne, chaque départ vers le bourg prend les allures d'une expédition. Comme il y a trente ou quarante ans ! Les Allemands ont fait une guerre d'aujourd'hui, sous le signe de la vitesse. Nous n'avons pas seulement tenté de faire, pour notre part, une guerre de la veille ou de l'avant-veille. Au moment même où nous voyions les Allemands mener la leur, nous n'avons pas su ou pas voulu en comprendre le rythme, accordé aux vibrations accélérées d'une ère nouvelle. Si bien, qu'au vrai, ce furent deux adversaires appartenant chacun à un âge différent de l'humanité qui se heurtèrent sur nos champs de bataille. Nous avons en somme renouvelé les combats, familiers à notre histoire coloniale, de la sagaie contre le fusil. Mais c'est nous, cette fois, qui jouions les primitifs³.

3. Sur l'accélération du rythme que les métamorphoses du présent imposent à la pensée, on trouvera d'intelligentes observations dans un petit livre où on ne songerait sans doute guère à les chercher : celui de Charlesworth sur Les Routes et le Trafic commercial dans l'Empire romain. Voir le développement de la page 225. Notamment : « Les hommes doivent aujourd'hui prendre leurs résolutions avec une promptitude qui eût stupéfié nos aïeux. » [Juillet 1942.]

Relisez la liste des P. C. de la 1^{re} armée, durant la campagne du Nord : Valenciennes, Douai, Lens, Estaires, Attiches, Steenwerk. À chaque nouvelle pression de l'ennemi, un recul a répondu. Rien de plus naturel. Mais, de combien, les bonds ? Entre 20 et 35 kilomètres, chaque fois. Pas davantage. En d'autres termes – car, ainsi que nous l'enseignait déjà Vidal de La Blache, c'est en distances horaires qu'il convient aujourd'hui de penser – au grand maximum, une demi-heure d'auto. Naturellement, les déplacements de la ligne de résistance étaient en proportion. Du moins, tels que le commandement s'imaginait pouvoir en imposer le tracé à l'ennemi. De notre école de Lens, nous entendîmes distinctement le combat à la mitrailleuse. Si suggestif qu'ait pu paraître, à de vieux soldats de 1914, ce rappel de sonorités un peu oubliées, je ne crois pas que la volonté de nos chefs eût été d'en procurer le plaisir à leur état-major. Les Allemands, tout simplement, avaient avancé plus vite qu'il ne semblait conforme à la bonne règle. Il en fut ainsi, à peu près constamment. « Stratégie à la petite semaine », disait, de nos méthodes, un de mes camarades : un de ces jeunes qui, du moins, savaient être de leur temps et souffraient de voir leurs supérieurs lui tourner, si résolument, le dos. Il n'eût pourtant pas été nécessaire d'avoir usé ses fonds de culottes sur les bancs de l'École de Guerre ou du « C. H. E. M. » (le Centre des Hautes Études Militaires) pour comprendre une situation trop claire. De toute évidence, une fois enfoncée l'armée de la Meuse, cependant que, sur notre propre front, l'ennemi se faisait chaque jour plus insistant, une seule chance de salut subsistait : après s'être « décrochés », rétablir une nouvelle ligne de défense, assez loin à l'arrière, pour ne pas être balayée avant même d'être garnie. Au lieu de cela, on se borna à précipiter dans la brèche, tour à tour, de petites unités, vouées à un écrasement immédiat, tandis qu'on s'obstinait, d'autre part, à vouloir tenir en pointe vers Valenciennes et Denain ; jusqu'au moment où, la retraite vers le littoral enfin décidée, les divisions, qui avaient été laissées là-bas, se trouvèrent incapables de rejoindre, à temps. Si Joffre, après Charleroi et Morhange, avait procédé de la sorte, il n'aurait pas gagné la bataille, sur la Marne ; il l'aurait perdue, vers Guise. Et cependant, de son temps, les troupes adverses ne marchaient qu'à pied.

Dans ces erreurs, j'ignore quelle fut, au juste, la part des divers échelons du commandement : 1^{re} armée, Grand Quartier et, au degré intermédiaire, 1^{er} groupe d'armées. Ce dernier eut à sa tête d'abord le général Billotte, puis, à partir du 25 mai, le général Blanchard. Mortellement blessé, le 21, dans un accident d'auto, Billotte n'est plus là pour se défendre. Cette disparition opportune le désignait tout naturellement pour le rôle de bouc émissaire. Si j'en juge par certaines conversations, surprises dans notre triste petite salle à manger de Malolles-Bains, on ne se privera pas de le lui faire jouer.

Non, sans doute, tout à fait à tort. En cas d'invasion de la Belgique par les Allemands, quelle forme devait prendre la riposte des armées franco-britanniques ? Ce problème avait, tout l'hiver durant, agité les bureaux « opérations » des états-majors. Deux solutions se partageaient les préférences. Les uns proposaient d'attendre l'ennemi, de pied ferme, sur une position jalonnée, en Belgique, par l'Escaut, puis, vers l'Est, par la ligne, malheureusement assez incomplète, de blockhaus et de fossés antichars qui suivait, à peu près, notre frontière, quitte, cela va de soi, à lancer en avant quelques éléments de reconnaissance et de retardement. D'autres, au contraire, voulaient immédiatement la guerre tout entière en dehors de notre territoire national ; ils nous invitaient, pour cela, à occuper, d'un bond, la rive gauche de la Dyle, celle de la Meuse belge et, dans l'intervalle entre les deux cours d'eau, une diagonale tirée, de Wavre à Namur, à travers les hautes plaines de la Hesbaye, presque complètement dépourvues d'obstacles naturels. Chacun sait que la seconde solution finalement l'emporta. Il semble bien que, dans cette décision, l'influence du général Billotte ait été prépondérante.

Le choix était peut-être, en lui-même, imprudent. Il le devint, incontestablement, aussitôt que la résistance belge, autour de Liège, eut commencé de faiblir. On avait compté qu'elle nous donnerait le répit de quelques jours, nécessaire pour garnir et organiser notre nouveau front. Or, les ponts entre Liège et Maestricht n'ayant pu être coupés tous au moment voulu, la place se trouva tournée presque dès le début de l'offensive allemande, et les témoignages de nos agents de liaison ne permettaient pas de douter qu'elle ne dût, elle-même, rapidement succomber. En même temps, les premières rencontres avaient

révélé d'autres surprises. Les chars ennemis n'étaient pas seulement beaucoup plus nombreux que nos services de renseignements ne l'avaient jamais supposé ; certains d'entre eux possédaient en outre une puissance inattendue. L'aviation allemande surclassait affreusement la nôtre. La mission d'établir le contact, en avant de la Dyle et de la position Wavre-Namur, avait été confiée au corps de cavalerie, entièrement motorisé, malgré son nom traditionnel : « la seule formation à laquelle je n'ai jamais affaire », me disait un jour, le vétérinaire de l'armée. Le général Prioux, qui commandait alors cette grande unité, proposa, dès le 11, de renoncer à la manœuvre prévue. Notre ligne de défense aurait été reportée, incontinent, sur l'Escaut et la frontière. Ici encore, Billotte se mit à la traverse. Lorsqu'un chef d'un rang si élevé prend la peine d'exercer lui-même une pression personnelle, elle demeure rarement tout à fait inefficace. J'ai des raisons de croire qu'après un entretien avec le commandant du groupe d'armées, Prioux se laissa aller à édulcorer, du moins, son rapport. De celui-ci, en tout cas, il est sûr qu'on ne tint aucun compte.

Quel aurait été, cependant, le sort de la I^{re} armée et des forces britanniques et françaises placées à sa gauche, si, vers sa droite, ne s'était ouverte, inopinément, la plaie béante de la Meuse ? Je ne me sens certes pas la compétence nécessaire pour prophétiser là-dessus, après coup. Le 14 mai, un segment du front, qui nous avait été assigné, fut enfoncé ; il était tenu par une de ces divisions marocaines dont les éléments indigènes semblent avoir, au début du moins, particulièrement mal supporté les bombardements aériens et les attaques par chars. Mais le rétablissement s'opéra, assez vite.

Incontestablement, ce fut la débâcle des armées de la Meuse et de Sedan qui, en découvrant brusquement les arrières des troupes engagées en Belgique, voua leur manœuvre à un irrémédiable échec. Comment expliquer que l'abrupte vallée d'un large fleuve, qu'on eût imaginée si facile à défendre, ait été si mal défendue ? Sur ce fait, un des plus considérables de la guerre et peut-être le plus surprenant, je n'ai pu jusqu'ici recueillir que des on-dit sans consistance. Ce que je sais trop bien, c'est qu'on tarda beaucoup à en tirer les conséquences nécessaires.

Le 13 mai, nous apprîmes la rupture de la ligne de la Meuse ; le même jour, un ordre, signé Gamelin, prescrivait encore de résister sur la ligne Wavre-Namur. La retraite ne fut décidée que le 15 et j'ai déjà eu l'occasion de rappeler qu'elle s'opéra au compte-gouttes. À ces méthodes, rien ne parut avoir été changé ni par la substitution de Weygand à Gamelin (qui eut lieu le 20) ni par la visite que, le lendemain, le nouveau généralissime fit à lord Gort et au général Billotte⁴ : voyage dramatique qu'il fallut accomplir en avion, les communications terrestres étant déjà coupées jusqu'à la mer. Ce fut au retour de cette entrevue que le commandant du groupe d'armées qui, disait-on, se faisait toujours conduire à tombeau ouvert, eut sa voiture écrasée contre un camion. Dans les événements qui s'étaient succédé depuis le 13, quel avait été son rôle personnel ? Je ne dispose, à ce sujet, d'aucune lumière particulière. Une chose est certaine : les erreurs alors commises furent, par leurs effets, beaucoup plus décisives ; elles semblent en elles-mêmes beaucoup moins pardonnables que, si téméraire qu'elle ait pu être, la conception première du plan d'opérations. Après tout, se tromper au départ, il est peu de grands capitaines qui ne s'y soient laissé quelquefois entraîner ; la tragédie commence quand les chefs ne savent pas réparer. Billotte une fois disparu de la scène, personne n'eut d'ailleurs l'impression qu'un esprit nouveau soufflait sur le commandement. Probablement ses fautes, qu'on ne saurait guère nier, lui étaient communes avec toute une école. La campagne du Nord, avec ses dures leçons, réussit-elle du moins à convaincre nos maîtres que le rythme de la guerre avait changé ? La réponse sera donnée par l'histoire des dernières convulsions dans lesquelles devaient se débattre les morceaux d'armées échappés au désastre des Flandres. Les vaisseaux qui nous avaient permis de fuir la captivité avaient jeté sur les côtes françaises des éléments disjoints par la retraite, par l'embarquement même, quelquefois par les naufrages, et totalement désarmés ; il fallait recoller les unités, les réencadrer, les équiper à nouveau, de pied en cap. Or, pour cette reconstitution, délicate et

4. Je donne ici le récit, tel qu'il m'a été fait, sur le moment. Si je comprends bien son rapport du 22 mai, au Comité de guerre franco-britannique (Les Documents secrets de l'État-Major français, p. 130), Weygand n'aurait pourtant pas réussi à joindre lord Gort. [Juillet 1942.]

nécessairement assez lente, le haut commandement fit choix d'une zone qui s'étendait à peu près d'Évreux à Caen. Le front, dès lors mouvant, de la Somme, courait à moins de 150 kilomètres de là, en moyenne. C'eût été beaucoup sous Napoléon, suffisant, sans doute, en 1915. En l'an de grâce 1940, autant dire rien. Les Allemands nous le firent bien voir. Force fut, bientôt, de se rabattre vers le Sud, d'abord, selon l'usage, d'une faible longueur, puis beaucoup plus loin. Mais, déjà, la grande débâcle avait commencé. En vérité, c'est sur la Charente, sinon sur la Garonne, qu'il eût convenu de nous rassembler : bien placés pour nous porter, de là, dans n'importe quelle direction, nous aurions peut-être eu le temps de nous rendre utiles. La rage me mord encore le cœur, quand j'y pense, comme naguère dans nos châteaux normands. De cette étonnante imperméabilité aux plus clairs enseignements de l'expérience, nous ne devions, d'ailleurs, pas être les seules victimes, ni, vraisemblablement, les plus déplorables. À l'avance allemande, vers la plaine de la Saône, le Jura et le Rhin, tout le loisir ne fut-il pas laissé de cerner les armées françaises de l'Est et, presque, celle des Alpes ? D'un bout à l'autre de la guerre, le métronome des états-majors ne cessa pas de battre plusieurs mesures en retard⁵.

Un épisode, en lui-même sans portée pratique, mais significatif, acheva, sur le moment, de me prouver que cette curieuse forme de sclérose mentale ne se limitait pas aux autorités supérieures, coupables de nous avoir assigné pour lieu d'asile les proches arrières du front. Depuis que le général commandant le XVI^e corps s'était vu confier, après mille péripéties, la charge de diriger le travail de regroupement, l'état-major de la I^{re} armée, oisif et mal en cour, avait été relégué dans deux manoirs écartés, au sud de Caen. Le 15 juin, nous reçûmes enfin l'ordre de nous rendre à Rennes. Le déplacement devait se faire, partie par voie ferrée, partie par la route. Comme nous ne disposions que d'un petit nombre d'autos, elles furent d'abord employées à assurer le transport, jusqu'à la gare, du détachement désigné pour prendre le train. Quand ce va-et-vient fut terminé, vers le soir, nous allâmes, un de mes

5. « M. Daladier a dit à la Chambre, le 2 février 1937, qu'il regrettait de n'avoir trouvé, en revenant rue Saint-Dominique, qu'une seule division légère mécanique, celle qu'il avait formée près de quatre ans auparavant. »

camarades et moi, trouver le lieutenant-colonel qui était, parmi nous, le personnage le plus élevé en grade. Nous avions convenu de lui proposer de partir, sans plus tarder. Chacun savait, en effet, que les colonnes motorisées allemandes s'infiltraient en Normandie, menaçant, en particulier, nos communications vers le Sud. Dans un tête-à-tête inopiné avec des automitrailleuses, une caravane d'officiers, munis, pour toute arme, de quelques revolvers, aurait fait piètre figure. Nous risquions de nous laisser stupidement capturer, au vol, et cette perspective nous déplaisait à l'extrême. Le lieutenant-colonel, à son habitude, commença par tergiverser. Mais il jugeait incommode d'arriver, à Rennes, dans la nuit et ce souci de confort le décida, finalement, à attendre, pour lever le camp, les premières lueurs du jour. La vérité m'oblige à dire que nous ne fîmes pas de mauvaises rencontres. L'imprudence n'était pas, pour cela, moins grave. Elle m'inclina à ne pas tenir pour purement légendaire la mésaventure de ce chef, d'un rang beaucoup plus considérable, qui, dit-on, avait vu, sur l'Oise, sa salle à manger brusquement cernée par un parti de *feldgrau*.

Aussi bien, avons-nous jamais, durant toute la campagne, su où était l'ennemi ? Que nos chefs aient toujours imparfaitement connu ses véritables intentions et, pis encore peut-être, ses possibilités matérielles, la mauvaise organisation de nos services de renseignements suffit à l'expliquer. Mais l'ignorance où, sur le moment même, nous avons perpétuellement été de ses mouvements, eut pour cause, avant tout, un constant décalage dans l'appréciation des distances. Notre propre marche était trop lente, notre esprit, également, trop dépourvu de promptitude, pour nous permettre d'accepter que l'adversaire pût aller si vite. Au départ de Lens, le 22 mai, il avait été décidé que le Quartier Général se diviserait en deux groupes : le P. C. actif, à Estaires ; la fraction « lourde », plus loin du combat, croyait-on, à Merville. La surprise fut grande de devoir constater, à l'expérience, que l'échelon dit « arrière » se trouvait plus près de la vraie ligne de feu que l'échelon qualifié « avant ». Déjà, lorsque s'ouvrit la brèche de la Meuse, il avait fallu s'efforcer de modifier hâtivement, en cours de route, les points de débarquement d'une division, que, sous prétexte de colmater la poche, on s'apprêtait à jeter dans la gueule du loup.

Une fois dans les Flandres, les faux calculs de ce genre se multiplièrent. Il arriva qu'un général de division, s'approchant du point qui lui avait été désigné pour P. C., s'aperçut que l'ennemi l'avait devancé. J'ai encore froid dans le dos au souvenir de la tragédie dont je faillis, un jour, devenir l'auteur, l'innocent auteur, oserais-je dire, car je n'avais pas les moyens de m'informer mieux et ce n'était certes pas ma faute si l'on ne me communiquait même pas toujours, en temps voulu, les renseignements dont les autres bureaux de l'état-major pouvaient disposer. À une des compagnies de camions-réservoirs, j'avais fait prescrire un changement de cantonnement : par mesure de sécurité, l'emplacement précédent ayant été jugé trop proche du front oriental de l'armée. Une fois l'ordre expédié, j'appris que, venant par le sud-ouest, les Allemands occupaient déjà le village choisi. Par miracle, la compagnie, qu'un embouteillage arrêta, n'arriva jamais à destination. Une fraction d'un groupe de transport automobile fut moins heureuse : aux abords du lieu de stationnement que l'armée lui avait fixé, elle fut accueillie à coups de mitrailleuses et tout entière massacrée ou prise.

Pourrais-je oublier, enfin, comment nous sûmes que la route de la mer, en territoire français, allait nous être coupée ? Depuis plusieurs jours déjà, nous avions, Lachamp et moi, renvoyé dans un cantonnement voisin de la côte la plus grande partie du Parc d'Essence. Comme nos dépôts fixes s'étaient progressivement réduits à ceux de Lille et, que si par hasard, nous découvrions sur les voies quelques wagons chargés de bidons, le plus simple était de laisser les unités y puiser à peu près à leur gré, le personnel d'exploitation, presque tout entier, était devenu inutile. Nous avions gardé près de nous seulement, avec un petit détachement d'hommes de troupe, plusieurs officiers, occupés, en majorité, à assurer nos liaisons avec les corps d'armée. Cependant, l'armée refoulée de toutes parts se ramassait dans un espace de plus en plus étroit : si bien que les P. C. de ses différents corps se trouvèrent, finalement, assez proches les uns des autres pour pouvoir être aisément visités tous en une ou deux tournées. Il nous parut alors médiocrement sage de continuer à exposer aux dangers d'une captivité menaçante plus d'officiers que nous n'en avions réellement besoin. Nous décidâmes, le 26 mai au soir, de prescrire

à l'un d'eux de regagner, le lendemain, le gros du Parc. Or le 28, dans la matinée, je le vis revenir à Steenwerck. Sur l'itinéraire qui lui avait été indiqué, entre Steenwerck et Cassel, il s'était heurté à des chars allemands. La nouvelle était grave. Je me préoccupai immédiatement d'en avertir nos chefs. « Êtes-vous bien sûr que ce ne soit pas des chars français ? » demanda le premier camarade du 3^e bureau, à qui nous eûmes affaire. F... répliqua qu'il avait toutes les raisons du monde de penser le contraire, ne fût-ce que les coups de feu échangés, sous ses yeux, entre ces engins et nos troupes. Le général Prioux, à qui nous le menâmes ensuite, fut moins incrédule ; il encaissa le coup, sans broncher. Mais je me demande encore combien de temps le renseignement se serait fait attendre, si notre brave lieutenant ne s'était, par hasard, trouvé à passer par là.

Il serait certainement peu équitable de borner aux échelons supérieurs les observations qui précèdent. Les exécutants n'ont pas, à l'ordinaire, beaucoup mieux réussi à accorder leurs prévisions ni leurs gestes à la vitesse allemande. Les deux carences étaient, d'ailleurs, étroitement liées. Non seulement la transmission des renseignements s'opérait fort mal, tant de bas en haut que de haut en bas ; les officiers de troupe avec, pour la plupart, moins de subtilité de doctrine, avaient été formés à la même école, en somme, que leurs camarades des états-majors. Tout le long de la campagne, les Allemands conservèrent la fâcheuse habitude d'apparaître là où ils n'auraient pas dû être. Ils ne jouaient pas le jeu. Nous avions entrepris, à Landrecies, vers les débuts du printemps, l'établissement d'un dépôt d'essence « semi-fixe » : grande pensée du G. Q. G., conçue à l'échelle d'un type de guerre qui ne se réalisa jamais que sur le papier. Un beau jour du mois de mai, l'officier, qui avait la charge de l'installation, rencontra dans la rue un détachement de chars. Il les jugea d'une couleur singulière. Mais quoi ! connaissait-il tous les modèles en usage dans l'armée française ? Surtout, la colonne lui parut bizarrement engagée : elle filait vers Cambrai, alors que la direction du « front » était, de toute évidence, à l'opposé. Dans une petite ville, aux voies un peu tournantes, n'arrive-t-il pas que les guides s'orientent de travers ? Notre homme s'apprêtait à courir après le chef du convoi, pour le remettre dans le droit chemin,

quand un quidam, mieux avisé, le héla : « Attention ! ce sont les Allemands. »

Cette guerre a donc été faite de perpétuelles surprises. Il en résulta, sur le plan moral, des conséquences qui semblent avoir été fort graves. Je vais toucher, ici, à un sujet délicat et sur lequel, on le sait, je n'ai le droit que d'avoir des impressions un peu lointaines. Mais il importe que certaines choses soient dites, brutalement, s'il le faut. L'homme est ainsi bâti qu'il se bande à affronter un danger prévu, au lieu où il l'a prévu, beaucoup plus aisément qu'il ne supportera jamais le brusque surgissement d'une menace de mort, au détour d'un chemin prétendument paisible. J'ai vu naguère, après la Marne, une troupe qui, la veille, était montée bravement en ligne, sous un affreux bombardement, succomber à la panique, parce que trois obus étaient tombés, sans blesser personne, le long d'une route, au bord de laquelle on venait de former les faisceaux, pendant la corvée d'eau. « Nous sommes partis parce que les Allemands étaient là » : j'ai entendu plusieurs fois ces mots, en mai et juin derniers. Traduisez : là où nous ne les attendions point, où rien ne nous avait permis de supposer que nous devions les attendre. En sorte que certaines défaillances, qui, je le crains, ne sont guère niables, ont eu leur principale origine dans le battement trop lent auquel on avait dressé les cerveaux. Nos soldats ont été vaincus, ils se sont, en quelque mesure, beaucoup trop facilement laissé vaincre, avant tout parce que nous pensions en retard.

Les rencontres avec l'ennemi n'ont pas seulement été trop souvent, par le lieu et l'heure, inattendues. Elles se produisaient aussi, pour la plupart, et se produisirent surtout, avec une fréquence croissante, d'une façon à laquelle ni les chefs ni, par suite, les troupes ne s'étaient préparés. On aurait bien admis de se canarder, à longueur de journée, de tranchée à tranchée – fût-ce, comme nous le faisions jadis, dans l'Argonne, à quelques mètres de distance. On eût jugé naturel de se chiper, de temps à autre, un petit poste. On se serait senti fort capable de repousser, de pied ferme, un assaut, derrière des barbelés, même plus ou moins démolis sous les « minen » ; ou de partir soi-même à l'attaque, héroïquement, vers des positions déjà pilonnées – bien qu'imparfaitement peut-être – par l'artillerie. Le tout, réglé par les états-majors, sur de belles idées

de manœuvres, longuement, savamment mûries, de part et d'autre. Il paraissait beaucoup plus effrayant de se heurter, soudain, à quelques chars, en rase campagne. Les Allemands, eux, couraient un peu partout, à travers les chemins. Tâtant le terrain, ils s'arrêtaient là où la résistance s'avérait trop forte. S'ils tapaient « dans du mou », ils fonçaient au contraire, exploitant, après coup, leurs gains pour monter une manœuvre appropriée, ou plutôt, selon toute apparence, choisissant alors dans la multitude des plans que, conformément au méthodique opportunisme, si caractéristique de l'esprit hitlérien, ils avaient, d'avance, tenus en réserve. Ils croyaient à l'action et à l'imprévu. Nous avions donné notre foi à l'immobilité et au déjà fait.